

Prestations Chiffrées d'une Loi de Finances en équilibre

Le « moteur » que nous conservons pour la gestion de l'Etat est obsolète. Sa fonction de contrôle et de limite du pouvoir d'achat, utile hier en période de manque, est néfaste depuis le début des années de pléthore, après les années 1980.

Depuis que des machines ont remplacé les travailleurs, la dignité et la liberté de chaque citoyen ne peuvent passer que par des capacités de dotations prenant en compte le progrès. Ce qui est en cause c'est le recyclage de l'argent, depuis ses modes de prélèvements jusqu'à ses modes d'attributions.

La cohérence Economique ad hoc, issue des réflexions de Maillard depuis 1964, s'appelle l'Inoppression Active. Son système donne à chaque individu la liberté de créer, ce que le libéralisme permettait hier mais ne permet plus à cause de sa non-adaptation au progrès.

Ce qui caractérise, entre autres, le « moteur » de l'Inoppression Active, c'est de choisir des assiettes fiscales qui permettent de donner 1.000 Euros (1) ou plus chaque mois à chaque citoyen majeur; - c'est également de supprimer tous les impôts et prélèvements (2) qui freinent l'activité.

Pour comprendre comment fonctionne cette Cohérence Economique, faisons un simple exercice de calcul, **en le conduisant jusqu'au bout des notes de bas de page, sans s'arrêter en route à cause de préjugés de justice ou de bienséance**, comme le font les doctrinaires et les endoctrinés.

DEBUT DE L'EXERCICE DE CALCUL

La TVA finance actuellement la moitié des recettes de l'Etat (3). Si l'on multiplie la tva par 4, le financement passe en principe de la moitié des recettes à 2 fois les recettes ou 1,65 budget actuel.

En réalité, le financement passe de la moitié du budget à 3 fois le budget actuel, car :

- La perception de 1.000 Euros mensuels par chaque citoyen recycle de l'argent en cascade (4).
- La suppression des prélèvements actuels permet au citoyen de dépenser ce qu'il versait en irpp (5), en charges sociales (6) et en autres impôts et taxes..., générant des recyclages-cascade supplémentaires.

FIN DE L'EXERCICE DE CALCUL

DEBUT DES NOTES DE BAS DE PAGE

Pour faciliter la compréhension, les chiffres (TVA etc.) sont arrondis

(-1) Le montant de la somme d'argent mensuellement attribuée ne peut être fixé qu'en fonction des capacités de l'Offre (biens et services) à satisfaire la Demande (les citoyens demandeurs). C'est un calcul d'actuaire et de statisticiens. Ce montant distribuable serait aujourd'hui voisin de 1.500 Euros mensuels. (au lieu des 1.000 Euros retenus permettant de débiter immédiatement sans risque.)

(-2) IRPP, charges sociales, etc., excepté un impôt nécessaire sur le patrimoine, afin que les plus riches ne s'approprient plus la planète, et une très petite taxe (environ 0,7%) sur tous les encaissements pour permettre à l'Etat de financer l'imprévu sans attendre et autant que de besoin.

(-3) Budget = 308 MM, les recettes fiscales 254 MM (MM signifie milliard d'Euros). La TVA= 127 MM

(4) Même avec des prix qui augmentent de 15 à 50%, le citoyen a enfin un pouvoir d'achat, alors que sans argent (cas actuel) il ne peut de toute façon rien acheter. Puisque la tva x 4 fait passer l'impôt de 20% à 80 %, le citoyen, recycle 40% des 1.000 Euros perçus chaque mois en les dépensant. L'achat occasionné procure à son tour des revenus aux vendeurs..., qui achètent à leur tour et alimentent le stock d'argent recyclé (recettes fiscales). c'est ce qu'on appelle la cascade.

(5) L'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (irpp), aujourd'hui moins important en pourcentage, représente selon les années 15 à 30 % des recettes de l'Etat.

(6) Les charges sociales représentent entre 70% et 98% des salaires nets. Quand le patron attribue 130 bruts à l'employé, il ne lui verse que 100 (salaire net) et il verse en moyenne 85 à l'Urssaf, (30 en prélèvements sur salaires bruts et 55 en cotisations patronales). Le transfert des charges sociales a des conséquences : Au lieu 100, l'employé pourra recevoir 150 net et le patron versera en tout 150 au lieu de 185.

Les 50 % en plus perçus par le salarié augmentent l'argent circulant et les recettes fiscales.

Les 35.économisés par le patron peuvent générer une baisse des prix de vente hors taxes.

Avec le revenu citoyen de 1000 Euros/mois, le pouvoir d'achat du salarié passe de 1000 Euros net à 2500 Euros nets ; l'augmentation de son pouvoir d'achat avec des prix identiques est supérieure à 40% ; avec des prix réévalués: de + 20%

FIN DES NOTES DE BAS DE PAGE